

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	13	12

N° de la séance : 05

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Renouvellement de l'action "BAFA Solidaire" avec l'association Croix Rouge Française - Attribution d'une subvention

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2016.237

Date de la convocation :

Le 13/12/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 DEC. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **29 DEC. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 14h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations, 288 chemin de St Claude à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Joseph LE CHAPELAIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'insertion par l'économique.

L'action dite « BAFA Solidaire » proposée par la Croix Rouge Française et menée en partenariat avec l'équipe vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des publics les plus fragilisés en proposant une action de formation au Brevet d'Aptitude à la Fonction d'Animateur (B.A.F.A.).

Cette action se déroulera durant sept mois et portera sur la rénovation d'une partie des locaux de l'unité locale d'Antibes Juan les Pins de la Croix Rouge et la participation aux actions sociales de cette même unité.

Cette action a deux objectifs : permettre aux jeunes de valider la base BAFA et le PSC1 ainsi que d'inscrire ces jeunes dans un engagement solidaire et citoyen.

Elle favorisera la progression des participants en alliant :

- la rénovation d'un local à vocation sociale,
- la participation aux actions sociales de la Croix Rouge (maraude, collecte et distribution alimentaire, vestiaire),
- le financement de la formation de base du BAFA et du PSC1,
- l'accompagnement dans les démarches pour réaliser le stage pratique et le perfectionnement du BAFA.

Les participants seront orientés sur cette action par la Mission Locale Antipolis et l'équipe de prévention de la CASA.

Déjà proposée par la Croix Rouge et cofinancée par la CASA en 2014, 2015 et 2016, cette action connaît, à chacune de ses éditions, des résultats très satisfaisants.

Pour l'année 2017, le budget de cette action s'élève à 17 600 € et la CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 14 000 €.

Cette action sera cofinancée par l'association Croix Rouge Française sur ses fonds propres comme indiqué sur le budget prévisionnel joint en annexe.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Considérant que l'action dite « BAFA Solidaire » à destination de 15 jeunes, dispensée par l'association Croix Rouge Française, s'inscrit dans les compétences Politiques de la Ville de la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représente cette action pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 21 septembre 2016 ;

Vu les crédits qui figurent au budget primitif 2016 ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 14 000 € à l'association Croix Rouge Française pour son action au titre de l'insertion par l'économie,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association Croix Rouge Française et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 523 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'octroyer une subvention de 14 000 € à l'association Croix Rouge Française pour son action au titre de l'insertion par l'économique,
- d'approuver la convention de participation financière entre l'association Croix Rouge Française et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,
- d'imputer la dépense sur le compte 6574, fonction 523 du budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION CROIX ROUGE FRANCAISE UL Antibes Vallauris**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, BP 2205 – 06 606 ANTIBES représentée par Madame Michèle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-Présidente conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 19 décembre 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'association dénommée Croix Rouge Française Unité Locale d'Antibes-Vallauris régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de prévenir et apaiser toutes les souffrances humaines, en toute impartialité et sans aucune discrimination et de développer des actions dans cinq grands secteurs d'activité qui sont : l'urgence et le secourisme ; l'action sociale ; la santé ; la formation et la solidarité internationale, dont le siège social est situé 6 rue de l'Isle – 06 600 ANTIBES, représentée par Marika ROMAN agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **CROIX ROUGE FRANCAISE UL Antibes Vallauris**

EXPOSE

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, La Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris exerce notamment une mission d'insertion sociale et de formation.

Dans ce cadre, il est prévu la réalisation d'une action dite «BAFA Solidaire».

La C.A.S.A dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 21 septembre 2016.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, la Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission favorisant l'insertion socioprofessionnelle et l'accès à l'emploi des personnes les plus en difficulté, par le biais d'une action dite **BAFA Solidaire**.

La Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris, en partenariat avec la Mission Locale Antipolis, l'équipe de prévention CASA et les services municipaux d'Antibes, Vallauris Golfe Juan et Valbonne, souhaite favoriser l'insertion sociale et professionnelle des publics les plus fragilisés en proposant une action de formation et d'accompagnement à l'insertion pour 15 jeunes adultes âgés de 16 à 25 ans.

Ce BAFA Solidaire portera sur l'implication des jeunes dans une démarche solidaire et citoyenne.

Cette action a deux finalités : permettre aux jeunes de valider le Base BAFA ainsi que le PSC1 et inscrire ces jeunes dans un engagement solidaire et citoyen.

Il aura pour objectif de favoriser la progression des participants en alliant :

- la rénovation d'un local,
- la participation aux activités réalisées par les bénévoles de la Croix Rouge, à savoir : collecte et distribution alimentaire, vestiaire, maraude sociale...,
- le financement du Base BAFA et du PSC1,
- l'accompagnement dans les démarches pour réaliser le stage pratique et le perfectionnement du BAFA.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement la Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour la période de décembre 2016 à juillet 2017.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 17 600 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

La Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 14 000 €.

Cette subvention sera versée à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans l'appel à projets.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATION INTERMEDIAIRE ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan à mi-parcours et un bilan final** de l'action subventionnée.

La Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris s'engage à fournir à mi-parcours un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par la Croix Rouge Française UL d'Antibes-Vallauris

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- le nombre de personnes orientées sur le BAFA Solidaire,
- le nombre de personnes reçues en entretien de sélection,
- le nombre de personnes intégrées dans le dispositif,
- le nombre de personnes ayant validé le PSC1,
- le nombre de Base BAFA obtenus.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact de l'action ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

La C.A.S.A. procédera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le suivi de l'action s'exercera dans le cadre de réunions qui se tiendront tous les 15 jours avec la Mission Locale Antipolis et l'équipe de prévention C.A.S.A. ; et lors d'une réunion bilan organisée par la Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris à la fin de l'action et à laquelle la C.A.S.A. sera invitée.

- L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.
- La Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

La Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris remettra à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août de l'année 2017 au plus tard.
- Si l'association Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

La Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

La Croix Rouge UL d'Antibes Vallauris et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de 2 mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
La Croix Rouge
UL d'Antibes Vallauris
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
La Vice- Présidente déléguée à la
Politique de la Ville

Marika ROMAN

Michelle SALUCKI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2017

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	1 000	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	1 000	74- Subventions d'exploitation¹¹	17 600
Autres fournitures		Contrat de ville	
61 - Services extérieurs			
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation		Etat :	
Assurance		-	
Documentation		Région(s) :	
62 - Autres services extérieurs	12 100	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	9 500	Département(s) :	
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	2 600	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	15 000
Services bancaires, autres		-Fonds Propres CRF ANTIBES	2 600
63 - Impôts et taxes		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	2 200	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	1 500	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	700	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement	2 300		
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	17 600	TOTAL DES PRODUITS	17 600
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	1 000
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole	1 000	Dons en nature	
TOTAL	18 600	TOTAL	18 600

¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : BC_2016_237
Nature : DE - Deliberations
Objet : Renouvellement de l'action "BAFA Solidaire" avec l'association Croix Rouge Française - Attribution d'une subvention
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : lm6j2f0

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 29/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-BC_2016_237-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : BC_2016_237
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Renouvellement de l'action "BAFA Solidaire" avec l'association Croix Rouge Française - Attribution d'une subvention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-BC_2016_237-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20161219-BC_2016_237-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20161219-BC_2016_237-DE-1-1_3.PDF